

Une précampagne présidentielle confuse

di Mariama Darame

Le RN et LFI bénéficient d'une prime à la clarté dans l'opinion, tandis que la multiplication des candidatures à gauche, à droite et au centre place au second plan la nature de leurs projets

Une précampagne impressionniste, sans candidats naturels, ni primaires, ou idées saillantes. A un an de l'élection présidentielle, le tableau de la compétition électorale qui se dessine pour 2027 apparaît confus. Foisonnement de candidatures plus ou moins crédibles, lignes politiques indéterminées et dissensions partisans toujours plus manifestes... « *Certes le ridicule ne tue pas, mais dans notre métier, il peut parfois pousser au suicide collectif, s'inquiétait en privé, fin avril, le premier ministre, Sébastien Lecornu. Le vrai risque, c'est que cet enchevêtrement des ambitions traduise un manque de rapport au réel de tous ces candidats au point que les Français jugent cela grotesque.* »

Si ces péripéties sont propres aux compétitions électorales, celles-ci s'inscrivent néanmoins dans un contexte où l'exécutif, confiné à l'impuissance, peine à exister dans le quotidien des Français. « *A l'heure où les séries ont élevé l'art du récit à un niveau de sophistication inédit dans notre société, l'imaginaire politique paraît, par contraste, déconnecté et d'une affligeante platitude* », estime le politiste Vincent Martigny.

La situation internationale bouleversée par le conflit au Moyen-Orient conforte cette dissonance. Dans cette précampagne, « *le sentiment dominant des Français est que personne ne s'adresse véritablement à eux : les politiques donnent le sentiment de ne se préoccuper que d'eux en se centrant sur la désignation du candidat de 2027 et le*

gouvernement est relativement inaudible », considère le directeur délégué général de l'institut de sondages Ipsos, Brice Teinturier.

Primaire officieuse

Surtout, les prémices du débat présidentiel donnent à voir l'affaiblissement des formations de gauche et de droite, face aux deux pôles de radicalité, le Rassemblement national (RN) et La France insoumise (LFI), qui bénéficient d'une prime à la clarté dans l'opinion. *« Plus on se rapproche du centre, plus cette capacité à produire une offre politique, c'est-à-dire un candidat, donc une incarnation rattachée à une vision politique, devient difficile »*, constate le professeur de droit public à l'université Paris-Panthéon-Assas Denis Baranger.

A gauche comme à droite, l'hypothèse d'une primaire pour départager les candidats semble mort-née, faute de temps et de consensus sur une ligne cohérente. Il faut donc repenser pour certains les entrées en matière dans la campagne. Le député de la Somme (ex-LFI) François Ruffin s'est déjà affranchi de ce tabou lors d'un meeting, fin avril à Lyon. Un mois auparavant, c'est le maire de Cannes (Alpes-Maritimes), David Lisnard, qui a fait acte de candidature pour 2027 après avoir quitté le parti Les Républicains (LR), en l'absence d'une primaire ouverte à droite.

Dimanche 10 mai, c'est le maire du Havre (Seine-Maritime), Edouard Philippe, qui a réaffirmé ses ambitions. *« Cela fait cinq ans que je me prépare. Je suis prêt »*, a-t-il déclaré devant les cadres de son parti, Horizons, réunis à Reims. Un discours d'entrée en campagne qui visait à contrecarrer les critiques sur son inertie au lendemain de sa victoire aux municipales. *« C'est difficile de faire vivre le débat quand il n'y a pas de projet en face »*, déplorait encore Gabriel Attal, le secrétaire général de Renaissance, le 1^{er} mai, dans *La Provence*. *« Dans le contexte d'une actualité internationale chargée, la stratégie d'Edouard Philippe est de ne rien faire »*, fustigeait-il.

A rebours de la prudence affichée par le maire du Havre, Gabriel Attal, comme son homologue LR, Bruno Retailleau, multiplie les annonces et les déplacements pour crédibiliser leurs candidatures, d'ici à l'automne, auprès des électeurs qui refusent la polarisation entre le RN et LFI. Une primaire officieuse où la décantation des

candidatures à travers les sondages et le coût de la campagne devraient décider de l'incarnation finale de la droite et du centre.

« Nous, c'est carré »

Or, par définition, ces enquêtes d'opinion sont amenées à fluctuer en fonction de la visibilité médiatique des candidats ou des controverses. Autre biais qui n'incite pas au rassemblement au sein du « socle commun » : la forte volatilité électorale, qui engendre une cristallisation de l'opinion toujours plus tardive. De quoi faire planer le spectre de querelles internes interminables sur le candidat à même de rassembler le centre et la droite, plaçant au second plan la nature des projets.

Ce scénario guette également la gauche modérée. Le premier secrétaire du Parti socialiste (PS), Olivier Faure, reconnaît avoir voulu « *faire rentrer un carré dans un rond* » en poussant l'idée d'une primaire pour doter la gauche non mélenchoniste d'un candidat commun pour 2027. La nouvelle crise qui ébranle le PS, avec le départ du chef de file des députés socialistes, Boris Vallaud, de sa direction, vendredi 8 mai, sonne sans doute le glas de ce projet de primaire unitaire. « *Il n'y aura pas de primaire pour désigner un candidat de la gauche au-delà du Parti socialiste, c'est-à-dire les Ecologistes, François Ruffin, Clémentine Autain (...). C'est fini* », a jugé François Hollande sur France 3, dimanche. L'ancien président de la République appelle sa famille politique à « *travailler* » en priorité sur ses propositions, estimant perfectible le projet présenté par le PS en avril.

La secrétaire nationale des Ecologistes, Marine Tondelier, ardente défenseuse de la primaire, juge les socialistes responsables de cette « *guerre de position* ». « *Ça fait deux élections que la gauche n'est pas au deuxième tour de l'élection présidentielle. Et cette fois-ci, c'est parti pour se terminer pareil* », dramatise-t-elle.

Profitant des tourments de ses anciens alliés, le leader de LFI, Jean-Luc Mélenchon, a officiellement lancé sa campagne, le 4 mai. Une quatrième candidature à l'élection suprême pour le tribun de 74 ans, qui prône le vote utile sur son programme « *de rupture* », à l'aide d'un ton plus conciliant et de sujets internationaux.

L'« insoumis » espère, à l'issue de sa longue campagne, se défaire des stigmates (violence politique et soupçons d'antisémitisme) qui lui valent le rejet d'une majeure

partie de l'opinion. « *On a une certaine forme d'attractivité parce que nous, c'est carré. (...) Tous les partis politiques à part nous sont divisés, ont plusieurs candidatures, pas un n'a un programme !* », s'est-il targué lors d'un entretien à *Brut*, le 3 mai. Hormis la candidature de Jean-Luc Mélenchon, assurée d'aller à son terme, deux autres constats émergent. Après deux mandats consécutifs, Emmanuel Macron ne pourra pas se représenter. Or, aucun de ses successeurs ne revendique son appartenance au macronisme.

Ensuite, fort de ses succès électoraux, le RN a imposé l'idée que sa qualification au second tour était devenue un invariant de la vie politique française. Et cette croyance produit déjà ses effets. L'élection présidentielle n'est plus appréhendée qu'à l'aune du premier tour, ce qui favorise les campagnes de positionnement face au RN, dans les médias et sur les réseaux.

« Le moins nuisible »

La plupart des candidats de la droite et du centre, comme ceux de la gauche modérée, qui aspirent à incarner le vote utile, entretiennent une ambiguïté sur leur calendrier et leur positionnement, ne souhaitant pas s'aliéner les voix du camp adverse. « *Parce que le pouvoir politique est perçu comme malveillant, nombreux sont les Français qui se préparent à voter pour celui ou celle qui sera le moins nuisible à leurs intérêts* », avance le chercheur au Cevipof de Sciences Po Paris Luc Rouban.

Cette défiance vient déjà alimenter la précampagne des « insoumis » et de l'extrême droite. « *Ils ont été au pouvoir depuis dix ans. Comment peuvent-ils incarner la rupture ?* », a vilipendé le président du RN, Jordan Bardella, le 29 avril sur BFM-TV, en évoquant les candidatures de Gabriel Attal, de Bruno Retailleau et d'Edouard Philippe. Ce dernier est publiquement désigné comme l'adversaire favori de Jean-Luc Mélenchon et de Marine Le Pen. La présidente du groupe RN à l'Assemblée nationale a été la première à signifier son intérêt pour un duel de second tour contre le « *bloc central* », à rebours d'une grande partie des cadres du RN, qui, depuis des mois, promouvaient un affrontement avec LFI, arguant qu'il déboucherait sur une grande clarification entre deux visions antagonistes de la société.

En désignant Edouard Philippe comme son adversaire attitré, un an avant la présidentielle, le RN fait étalage de son extrême confiance pour 2027 alors que son projet n'est toujours pas tranché. L'éventuelle condamnation en appel de Marine Le Pen le 7 juillet dans l'affaire des assistants parlementaires européens du Front national ouvre pourtant une incertitude sur la ligne que portera le RN en 2027, entre son projet traditionnel étatiste et l'inclinaison libérale promue par Jordan Bardella pour complaire aux milieux économiques, dans l'espoir d'obtenir une majorité.